

**94,45 MILLIONS DE BARILS PAR JOUR** Telle devrait être la consommation mondiale de pétrole en 2016, d'après l'Agence internationale de l'énergie. L'AIE table ainsi sur une hausse de 1,2% par an pour les quatre prochaines années.



MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

# La Suisse doit arrêter de jouer les pionniers

**Coup de gueule.** Le gouvernement n'a aucune raison de céder à la pression des États-Unis et de ses voisins européens, estime Marie-Hélène Miauton.

PROPOS RECUEILLIS PAR LINDA BOURGET

**M**arie-Hélène Miauton n'est ni banquière ni fiscaliste. L'entrepreneuse, fondatrice de l'institut de sondage M.I.S Trend, publie pourtant ce jour un plaidoyer pour la défense de la place financière helvétique. Entre le coup de gueule et le cri du cœur, *Banques suisses, les raisons de lutter\** dénonce ce que Marie-Hélène Miauton considère être une guerre économique dont la Suisse et ses banques feraient l'objet depuis trois ans. Il appelle aussi les citoyens à se révolter contre les concessions faites sur le secret bancaire. Un ouvrage engagé et étayé, critique et bien construit, ethnocentrique et parfois empreint d'une naïveté assumée. Interview.

**Vous n'êtes pas liée à la place financière suisse. Pourquoi vous engagez-vous de la sorte pour la défendre?**

C'est vrai que je n'ai aucun lien avec le milieu bancaire. Par contre, je défends la Suisse quand elle est défendable – c'est ici le cas. Il y a beaucoup d'incohérence et d'hypocrisie dans le discours de ceux qui nous attaquent, que ce soient les États-Unis, la France ou l'Allemagne, et cela n'est pas assez dit. Ils s'en prennent à la Suisse sous l'angle moral. Comme si nos banques étaient sales et que les autres étaient parfaites! En politique, la morale n'est qu'un opportunisme. Regardez les possibilités d'évasion fiscale qu'offrent les trusts anglo-saxons ou le Delaware; curieusement, personne ne trouve à redire à ce propos.

**Vous n'êtes donc pas favorable à la stratégie de l'argent propre?**



## PROFIL

### MARIE-HÉLÈNE MIAUTON

Née à Marrakech en 1950, elle grandit entre le Maroc et la Guyane française, avant de suivre des études en Suisse. Entrepreneuse dans l'âme, elle fonde l'institut de sondage M.I.S Trend en 1978, qu'elle remet à ses cadres en 2010. Elle fait partie du débat public par le biais des chroniques qu'elle signe depuis plus de dix ans dans *Le Temps*.

Je suis absolument favorable à ce que nous n'ayons que de l'argent blanc dans nos coffres. Mais seulement si les autres places financières font la même chose. La Suisse doit arrêter de vouloir à tout prix jouer les pionniers. Ce syndrome de premier de la classe est presque douteux. Nos banques ont beau être excellentes, si elles ne peuvent pas offrir les mêmes conditions que d'autres, les clients vont aller voir ailleurs.

**Les banques n'en sont-elles pas responsables? Après tout, le modèle d'affaires de la gestion de fortune reposait largement sur les avoirs étrangers issus de fraude ou d'évasion.**

C'est un peu comme pour les trusts: il est des outils mis en place pour des raisons tout à fait louables qui sont ensuite détournés. Bien sûr, certains ont abusé du système suisse. Bien sûr, la plupart des >>>

Eric Schmidt, président du conseil d'administration de Google, à propos de la lutte qu'il livre contre Apple sur le marché des systèmes d'exploitation pour smartphones

**>>>** fonds de la gestion de fortune sont non déclarés. Mais la plupart des gérants de fortune sont des gens honnêtes. Je crois que les banques sont surtout très mal prises, entre des adversaires qui veulent les affaiblir et des autorités qui cèdent trop facilement.

**Vous appelez le peuple à se révolter et les autorités à se battre. Mais n'est-ce pas trop tard? La distinction entre fraude et évasion est déjà abolie, des conventions de double imposition ont été révisées, des noms de clients et d'employés ont été transmis aux Etats-Unis...**

Si j'ai écrit ce livre, c'est parce que nous sommes allés trop loin mais qu'il reste encore quelques éléments sur lesquels nous ne devons pas céder. Notamment l'échange automatique d'informations ou la distinction entre fraude et évasion au niveau national. Et j'ai aussi peur que la place financière ne soit qu'un début. Puisque nous sommes dans une guerre économique et que certains s'attaquent à elle, pourquoi ne s'attaqueraient-ils pas ensuite à d'autres fleurons? Après tout, nous avons aussi une très belle industrie pharmaceutique et une très belle industrie agroalimentaire avec Nestlé. Pourquoi ne seraient-elles pas les prochaines sur la liste?

**Vous dites que la Suisse ne doit pas céder. Pensez-vous réellement qu'elle a les moyens de résister aux pressions américaines, alors que les Etats-Unis ont mis Wegelin à terre d'un claquement de doigts?**

Oui, bien sûr. Wegelin a fait des bêtises aux Etats-Unis. On l'a laissée se débrouiller, c'est normal. Mais le pays peut résister comme d'autres le font. Regardez la Grande-Bretagne, la Belgique, le Luxembourg, ils résistent. La Suisse doit absolument arrêter de penser et de se comporter comme si elle était seule car elle ne l'est pas! Elle doit absolument se faire des amis parmi les pays avec lesquels elle a des intérêts communs, comme Singapour par exemple. Nous avons par ailleurs des moyens de rétorsion. En ce qui concerne l'Allemagne et la France, nous pouvons par exemple agir au niveau de la fiscalité des frontaliers.

**Vous dénoncez la mollesse du Conseil fédéral, quid des banques?**

Certaines banques – je pense à UBS et au Credit Suisse – sont plus intéressées par la sauvegarde de leurs intérêts que par la défense de la place financière, et donc du pays. Je pense que cela influence le Conseil fédéral. Mais ce ne devrait pas être le cas: le gouvernement devrait être au-dessus de cela. Il devrait interdire aux banques de transmettre des noms de clients ou de collaborateurs, parce que cela n'est ni légal ni correct. Voyez un peu l'attitude d'Eveline Widmer-Schlumpf (*ministre des Finances et présidente de la Confédération, ndlr*) face à la France dans le dossier de la fiscalité des successions. Elle a tout lâché sans résister! C'est révélateur de l'état d'esprit de nos dirigeants.

**«LA SUISSE NE SAIT PAS S'EXPRIMER. ELLE DOIT APPRENDRE À COMMUNIQUER SES VALEURS À L'ÉTRANGER.»**

**Le problème vient-il donc du gouvernement actuel?**

Nous avons en tout cas perdu l'âme du combat. Il me semble qu'à l'époque de Hans-Rudolf Merz, c'était mieux – même s'il n'était pas parfait. Les pays qui nous attaquent sentent très bien cette faiblesse. Je cite d'ailleurs Christian Chavagneux, rédacteur en chef d'*Alternatives Economiques* qui, auditionné par une commission du Sénat français a dit ceci: «On constate (...) que la classe politique suisse est relativement fragile: lorsqu'on passe à l'offensive, elle a tendance à accorder des concessions et il faut continuer à mettre la pression sur ce territoire.» Voilà l'image que le monde a de nous. La Suisse est petite, dodue et semble faible. Nous sommes dès lors une cible facile.

**Quelles solutions proposez-vous?**

Nous avons trois possibilités. Céder, temporiser ou lutter. J'opte pour la troi-

sième. Je pense que la Suisse doit élaborer un catalogue d'harmonisation mondiale en termes de transparence fiscale afin de ne plus être seule. Elle doit par ailleurs poser des conditions à chacune de ses concessions, ce qui est l'un des principes de base de la négociation. La Suisse ne sait pas s'exprimer, elle doit aussi apprendre à communiquer ses valeurs à l'étranger, à se défendre de manière systématique quand on l'injurie. Après tout, si personne ne réagit quand on dit que nous sommes des pourris, les gens vont finir par le croire! Et j'ai cette idée un peu naïve, qui est d'utiliser les réserves de la Banque nationale suisse pour les investir par exemple dans un pays qui en a besoin et qui a apporté beaucoup à la Suisse comme l'Espagne – sans attendre que quelqu'un ne nous le demande. Parce que, quand vous êtes maltraité, il faut non seulement vous défendre mais en plus prouver au monde que vous ne méritez pas ces attaques.

**Vous adressez votre livre aux citoyens suisses. Pensez-vous qu'ils n'ont pas conscience de ce qui se passe?**

Oui, il faut davantage de prise de conscience. Sans doute parce que, grâce à Dieu, le peuple a d'autres chats à fouetter que de se préoccuper de grands enjeux économiques. Mais il n'y a pas que cela. Ceux qui s'en prennent à nous ont eu fin nez de placer le débat sous l'angle de la morale. Qui pourrait, de ce point de vue, justifier le fait que la Suisse, gâtée et riche comme elle l'est, vole encore des rentrées fiscales à la France ou à d'autres? Dans une démocratie aussi forte qu'ici, où le peuple vote sur à peu près tout (nous aurions d'ailleurs pu voter sur les accords Rubik), on ne peut pas se permettre de cacher aux gens que le problème n'est pas moral. D'autres l'ont peut-être déjà dit avant moi, mais cela ne se sait pas encore suffisamment. Sans compter que, en bout de chaîne, l'opinion publique finit par influencer le Conseil fédéral. ◊

\*«Banques suisses, les raisons de lutter». Ed. Slatkine, en vente dès le 18 octobre.